



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/38/797

S/16423

20 mars 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Point 41 de l'ordre du jour

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-neuvième année

**QUESTION DE CHYPRE**

Lettre datée du 15 mars 1984, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une lettre datée du 15 mars 1984 qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coskun KIRCA

ANNEXE

Lettre datée du 15 mars 1984, adressée au Secrétaire général  
par M. Nail Atalay

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 21 février 1984 (A/38/793-S/16357) que vous a adressée le représentant de l'Administration chypriote grecque et de vous informer que les efforts impudents et laborieux que déploie M. Moushoutas pour diffamer la République turque de Chypre-Nord en déformant ou en prenant hors de leur contexte des extraits d'articles de la presse chypriote turque ne méritent aucune réponse. Je dois évidemment ajouter que les accusations portées contre nous n'ont rien de nouveau; il s'agit toujours des mêmes histoires grotesques que les dirigeants chypriotes grecs savent inventer avec tant de talent et auxquelles on a déjà répondu comme il se devait.

Ni M. Moushoutas ni ses supérieurs ne peuvent s'arroger le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la République turque de Chypre-Nord, pays indépendant qui s'est constitué grâce à l'exercice du droit à l'autodétermination dont jouit le peuple turc de Chypre après deux décennies au cours desquelles les Chypriotes grecs n'ont cessé de chercher avec obstination à transformer l'Etat binational de Chypre en un Etat unitaire chypriote grec et à confiner dans un rôle de minorité subalterne les Chypriotes turcs qui avaient participé, sur un pied d'égalité avec les Chypriotes grecs, à la fondation de la République de 1960, en recourant pour ce faire à la fois à la violence armée, à des intrigues byzantines et à toutes sortes d'actes de piraterie commis dans les instances internationales.

La politique intérieure du Gouvernement de la République turque de Chypre-Nord est une question qui relève exclusivement de la juridiction de ce gouvernement qui n'est responsable que devant le Parlement de ce pays et non pas devant M. Moushoutas.

Quoi qu'il en soit, les allégations contenues dans la lettre précitée ne font que prouver que la politique des Chypriotes grecs n'a pas changé, qu'ils considèrent Chypre comme leur responsabilité propre et qu'ils traitent les Chypriotes turcs comme d'humbles domestiques. Il est donc nécessaire de rappeler une fois de plus que les Chypriotes turcs n'ont jamais dû rendre allégeance à un gouvernement chypriote grec et que ceux qui se donnent pour gouvernement légitime de Chypre n'ont aucun titre juridique ou moral à invoquer. A Chypre, la légitimité repose sur la structure binationale de l'Etat et de tous ses organes. Or, en décembre 1963, les dirigeants chypriotes grecs ont détruit cette structure en lançant une attaque armée contre les Chypriotes turcs et en expulsant depuis lors ces derniers de l'Etat et de tous ses organes.

C'est une des tragédies de ce siècle que le régime raciste chypriote grec, qui a supplanté le gouvernement binational et qui s'est rendu coupable pendant 11 années (de 1963 à 1974) d'un nombre incalculable d'atrocités, de violations des droits fondamentaux de l'homme, d'assassinats massifs de Turcs etc., ait été traité comme "le Gouvernement de Chypre". Ce triste état de choses n'est pas une raison suffisante pour priver le peuple turc de Chypre de ses droits inaliénables ni pour le forcer à obéir au régime raciste illégal et inconstitutionnel que M. Moushoutas est si fier de représenter.

/...

M. Moushoutas et ses supérieurs devraient savoir que le peuple turc de Chypre fait partie de Chypre et continuera d'en faire partie en tant que peuple indépendant et souverain, aux côtés des Chypriotes grecs et sur un pied d'égalité avec eux. Le peuple chypriote turc doit allégeance à son propre gouvernement et à nul autre. C'est à la partie chypriote grecque de s'approcher de la table des négociations et de recréer une république fédérale composée de deux zones conformément aux termes de l'accord au sommet de 1977 car c'est ainsi seulement qu'il sera possible de créer un Etat d'association au sein duquel les Chypriotes turcs et grecs seront de nouveau gouvernés par une administration associant les deux nations.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République  
turque de Chypre-Nord,

(Signé) Nail ATALAY

-----

